

L'amenuisement de la classe moyenne

Ekkehard Ernst

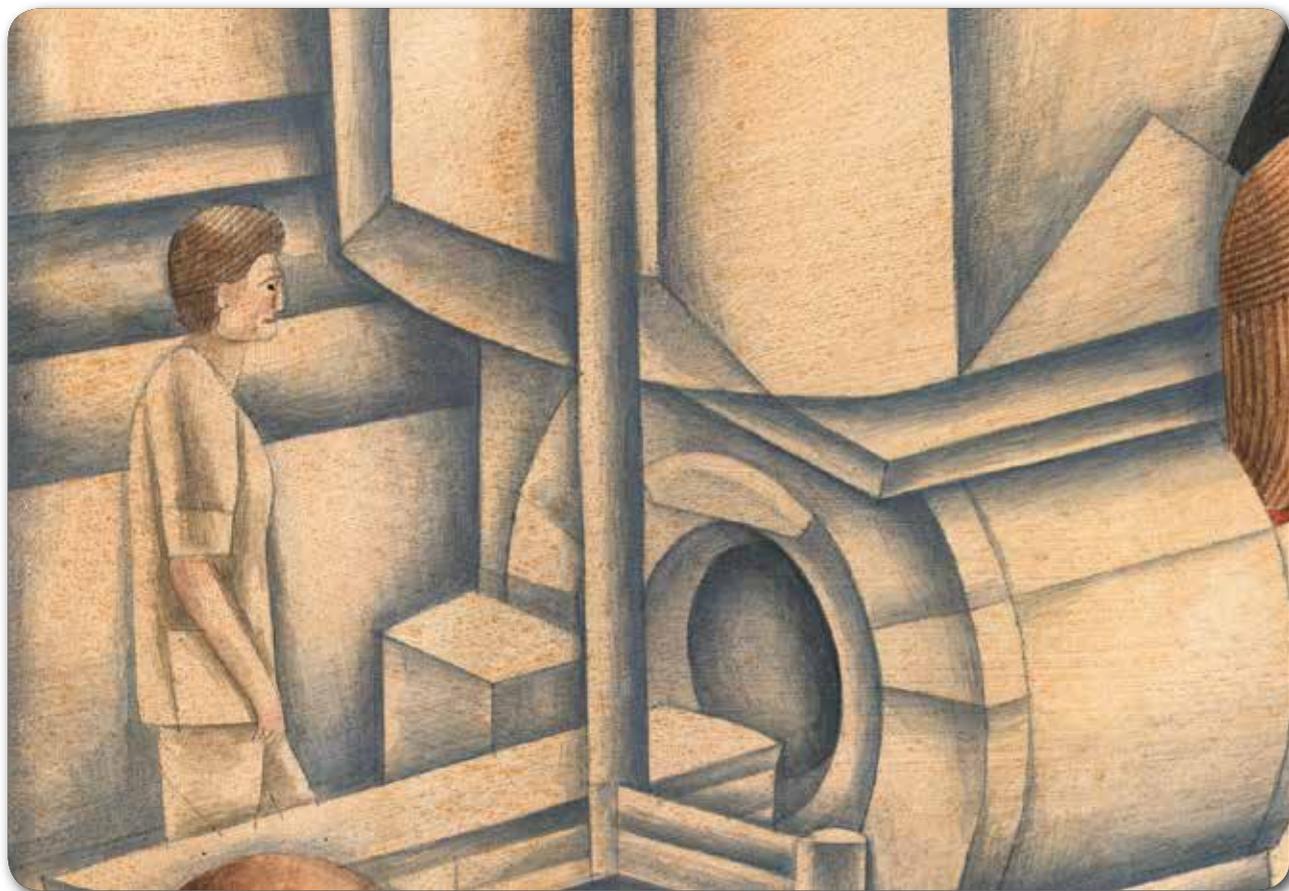
Évolution du marché du travail : un paradis pour certains travailleurs, encore un purgatoire pour la plupart

DANS le monde entier, les salariés semblent piégés par le marasme économique. Le chômage reste élevé, surtout dans certains pays avancés, et chaque année les travailleurs sont plus nombreux à entrer sur le marché du travail. Il faudra créer plus de 600 millions d'emplois dans les dix prochaines années pour occuper les 201 millions de chômeurs actuels et les personnes qui commenceront à chercher du travail (OIT, 2015).

Si, dans certains pays, comme les États-Unis, le taux de chômage a récemment baissé sensiblement, bien plus peinent à trouver de nouvelles sources d'emploi et de revenu. Et la multitude de demandeurs d'emploi freine les salaires malgré

les progrès de la productivité (production par travailleur), d'où l'aggravation des inégalités dans beaucoup de pays.

Néanmoins, les choses changent. Des changements à long terme — comme la diminution des emplois des classes moyennes et les retombées durables de la crise financière, mais aussi la baisse de la population active mondiale — influent partout sur les marchés du travail. Alors que la surabondance de travailleurs semble actuellement être le problème, la population active mondiale se réduira à l'avenir. Ces changements pourraient peser sur la croissance, mais devraient permettre de corriger certains des déséquilibres du marché du travail qui empêchent les salariés





de participer aux gains de productivité. Toutefois, les bénéficiaires seront surtout les plus qualifiés. Les perspectives sont moins bonnes pour les travailleurs peu qualifiés, ce qui est de mauvais augure à la fois pour eux et pour la lutte contre les inégalités.

Les inégalités pourraient s'aggraver

L'aggravation constante des inégalités de revenus depuis trente ans mobilise les esprits et est au centre d'un large débat depuis la publication en 2014 du livre de Picketty *Le capital au XXI^e siècle*. Certes, on avait déjà remarqué qu'une part croissante de la richesse et des revenus allait à 1 % de la population et que la part des revenus du travail baissait. Mais cette évolution était souvent attribuée à un recul de la syndicalisation et à l'intensification de la concurrence encouragée par la mondialisation — deux faits considérés comme

Les emplois de la classe moyenne n'augmentent plus sensiblement dans plusieurs régions à revenu moyen.

propices à l'accélération de la croissance mondiale et censés bénéficier à tous (voir, par exemple, Jaumotte et Tytell, 2007).

Cependant, cette interprétation est contestée depuis la crise financière mondiale, car la répartition des revenus s'est nettement écartée des moyennes historiques dans une phase de croissance économique très volatile. Certains observateurs en ont conclu qu'une réduction des inégalités de revenus contribuerait à la stabilité macroéconomique, ajoutant une justification économique à un impératif purement moral de distribution plus égale des richesses. Le débat actuel est centré sur une réforme de la fiscalité visant à remédier aux inégalités, mais néglige les inconvénients éventuels de relèvements des impôts sur le revenu ou le patrimoine pour la création d'emplois, l'innovation et la croissance (voir «L'ABC de l'économie : La fiscalité en pratique» dans ce numéro de *F&D*). En outre, il ne tient pas assez compte des facteurs à plus long terme qui déterminent la tendance à l'inégalité.

Une analyse fine du marché du travail révèle une mutation au détriment des emplois traditionnels de la classe moyenne dans l'industrie manufacturière et les services au profit d'activités très ou peu qualifiées. Cette mutation explique l'essentiel de la dynamique observée de l'inégalité. Les ordinateurs et les robots semblent finalement occuper la place principale dans le processus de production, supprimant de nombreux emplois axés sur des tâches répétitives. Cette évolution ne se limite plus au secteur manufacturier, où les robots ont remplacé depuis un certain temps la bande transporteuse. Même dans de nombreuses activités de services, comme la comptabilité et la santé, les ordinateurs effectuent de plus en plus de tâches, par exemple en aidant les contribuables à remplir leur déclaration d'impôts ou en fournissant des instruments de diagnostic aux médecins. Pour les personnes dotées de compétences qui complètent ces tâches «routinières», l'informatisation offre de nouvelles possibilités de gains de productivité et de hausses de salaires (Autor, 2014).

Mais beaucoup plus de gens, notamment ceux qui effectuaient ces tâches, se font concurrence pour des emplois similaires dont le nombre se réduit, ou se résignent à des activités peu qualifiées,

souvent avec une perte considérable de revenu disponible. En moyenne, ces tendances n'interdisent pas des hausses futures de la productivité et du niveau de vie, mais la classe moyenne semble être privée de ces gains jusqu'à présent, avec relativement plus d'emplois soit hautement qualifiés, soit peu qualifiés.

Les changements ont surtout lieu dans les pays avancés

Les changements de la composition de l'emploi déclenchés par l'évolution technologique semblent surtout concerner les pays avancés (graphique 1). Dans beaucoup de pays en développement, le passage traditionnel d'emplois peu qualifiés à des emplois moyennement et très qualifiés prédomine encore, la population quittant les régions rurales pour les centres urbains, où elle travaille dans l'industrie manufacturière ou les services à petite échelle. Il en résulte depuis vingt ans un net recul de la pauvreté et des emplois fragiles, ainsi que l'apparition d'une classe moyenne dans la plupart de ces pays. Les pays en développement les plus prospères peuvent contribuer à la croissance mondiale grâce à une augmentation sensible du pouvoir d'achat (OIT, 2013). Mais, même dans ces pays, on voit les premiers effets de la mutation technologique qui réduit les emplois de la classe moyenne.

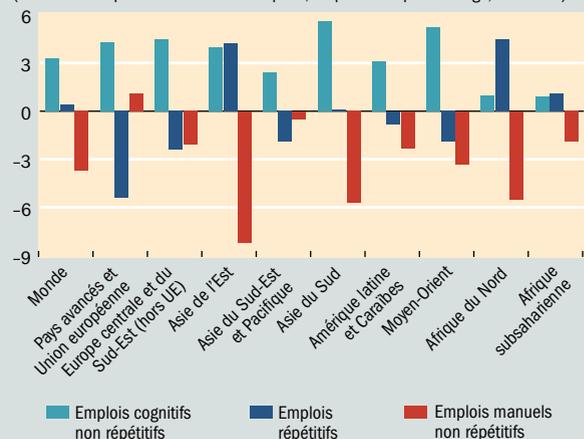
Comme le montre le graphique 1, ces emplois n'augmentent plus sensiblement dans plusieurs régions à revenu moyen, bien qu'ils représentent une part bien moindre de l'emploi total que dans les pays avancés. Certains observateurs craignent donc une désindustrialisation prématurée : la dynamique technologique de ces pays, dont on pensait qu'ils rattrapaient les pays avancés,

Graphique 1

Le pouvoir de l'intellect

Les emplois manuels non répétitifs, principalement agricoles, se raréfient presque partout dans le monde (sauf dans les pays avancés, où ils ont disparu il y a longtemps), alors que la demande d'emplois intellectuels très qualifiés augmente.

(évolution des parts des différents emplois, en points de pourcentage, 2000-13)



Source : OIT (2015).

Note : Au fur et à mesure qu'une économie se développe, les agriculteurs s'installent dans les zones urbaines, où ils occupent des emplois répétitifs. Dans les pays en développement, l'automatisation n'est jusqu'à présent pas aussi poussée que dans les pays avancés : c'est pourquoi le poids relatif des emplois répétitifs augmente à l'échelle mondiale et dans beaucoup de régions en développement. Mais, comme elle est aussi à l'œuvre dans ces régions, l'emploi industriel a déjà atteint son point culminant dans certains pays en voie de rattrapage.



pourrait pénaliser les emplois de qualification moyenne bien plus vite que dans les pays avancés, au risque de limiter sensiblement leurs perspectives de croissance (Rodrik, 2013).

Même si cela peut paraître paradoxal dans le contexte actuel de chômage élevé, l'avenir de la croissance mondiale pourrait être menacé par une autre tendance à long terme : la baisse progressive du taux de croissance de la population active. Le nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail diminue déjà, surtout dans les pays avancés, mais aussi dans plusieurs pays émergents, en particulier en Asie. Actuellement, le nombre d'actifs jeunes recule de quelque 4 millions par an dans le monde. Et dans de nombreux pays où le niveau de vie s'élève régulièrement, le taux d'activité (proportion des gens qui ont un travail ou en cherchant un) des travailleurs dans la force de l'âge (25-54 ans) recule aussi. Cela découle en partie de la hausse des revenus : le taux d'activité est souvent élevé parmi les ménages très pauvres et à revenu instable, ce qui oblige tous les membres de la famille à chercher un emploi, et tend à diminuer quand la situation s'améliore.

En outre, comme la classe moyenne se développe dans les pays où le niveau de vie progresse, la durée de la scolarité s'allonge, ce qui augmente le niveau moyen de qualification. Cela devrait en principe compenser certains des effets négatifs de la réduction de la population active sur la croissance. On prévoit toutefois un ralentissement de l'augmentation de la population active mondiale (moins de 1 % par an dans les années 2020, contre 1,7 % dans les années 90). Cela réduira d'à peu près 0,4 point la croissance mondiale. Et le fléchissement de la croissance sera plus accentué dans les pays avancés, où la population active est en moyenne plus qualifiée.

Les effets de la crise mondiale

La croissance mondiale pâtit non seulement des inégalités et du ralentissement de la hausse de l'offre de main-d'œuvre, mais aussi des conséquences à long terme de la crise financière. Les taux d'investissement restent sensiblement en deçà des niveaux d'avant la crise, notamment dans certains pays avancés. De plus, les entreprises sont dans l'expectative à propos des mesures concrètes que prendront les gouvernements face aux conséquences de la crise, ne sachant pas ce que seront les sources futures de la demande de leurs biens et services. Cela freine l'investissement et la création d'emplois (graphique 2). Dans certains pays, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail, jusqu'à 30 % de l'écart entre le niveau actuel du chômage et celui d'avant la crise résultent de cette forte incertitude au niveau des entreprises. Le manque de dynamisme qui a suivi la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers en septembre 2008 a sensiblement accru les taux de chômage tendanciel, parfois de 4 ou 5 points (OIT, 2014).

En outre, les médiocres perspectives en matière d'emploi limitent la rotation sur le marché du travail, c'est-à-dire le nombre de salariés qui quittent leur entreprise pour prendre un emploi ailleurs. Cela freine les gains de productivité des entreprises, dont une grande partie résulte de l'installation de

nouveaux équipements et de la réorganisation du travail au sein des entreprises et entre elles. La rotation sur le marché du travail a d'ailleurs plus contribué à la hausse de la productivité que les autres facteurs immédiatement après la crise. Mais, comme son taux global a ensuite diminué, il en a été de même pour les gains de productivité (OIT, 2015).

La conjonction d'un chômage élevé, d'une faible croissance de la production et d'une distribution inégale des gains de productivité a fait encore baisser la part de revenu des travailleurs dans l'économie mondiale. C'est seulement pendant l'année de la crise — et surtout parce que les salaires réels ont résisté dans les pays avancés — que les salariés ont bénéficié de gains de revenus supérieurs à la hausse de la productivité du travail, qui ralentissait. Mais, ensuite, les salaires ont de nouveau progressé moins vite que la productivité, retrouvant la tendance des décennies antérieures à la crise. Bien que, dans le contexte actuel, on

La croissance mondiale pâtit aussi des conséquences à long terme de la crise financière mondiale.

ait peine à concevoir ce qui pourrait modifier cette tendance, la diminution de la population active susmentionnée fera passer la hausse des salaires au-dessus de celle de la productivité, et ce, très prochainement dans certains pays.

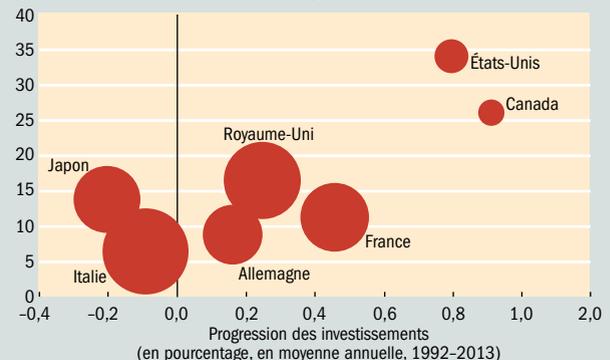
Le ralentissement de la croissance de la population active aidera ceux qui cherchent actuellement un emploi à en trouver plus facilement. Dans les années à venir, le chômage devrait baisser sensiblement, surtout dans les pays où il est très élevé. Ce phénomène n'aura qu'un effet limité sur le taux de chômage mondial, car les pays qui s'industrialisent vont connaître une

Graphique 2

Les certitudes sont favorables

Quand il y a peu d'incertitude, l'investissement est généralement supérieur et la création d'emplois s'accélère dans les pays avancés.

(rythme de création d'emplois, en pourcentage, en moyenne annuelle, 1992-2013)



Sources : Organisation internationale du travail, base de données des principaux indicateurs du marché du travail; Organisation de coopération et de développement économiques, base de données des *Perspectives économiques*; Ernst et Viegelahn (à paraître).

Note : Le graphique montre la corrélation à long terme entre la croissance de l'investissement fixe et le rythme de création d'emplois dans les pays du G-7. La dimension des bulles représente l'incertitude moyenne entourant le recrutement à long terme. L'incertitude est égale à la différence entre les intentions de recrutement et les recrutements effectifs.

augmentation du chômage. Mais cette dernière s'accompagnera souvent d'une amélioration de la qualité des emplois et des conditions de travail, au fur et à mesure que la population passera d'activités mal payées, rurales et informelles à des activités mieux payées et formelles. Au total, ces tendances devraient atténuer les pressions qui freinent actuellement la hausse des salaires.

L'accélération de la hausse des salaires

L'augmentation des taux de chômage tendanciel consécutive à l'atonie générale de la croissance et de l'investissement a élevé le taux de chômage à partir duquel les salaires tendent à s'accélérer lors d'un redressement du marché du travail. La longue durée de la reprise accélérera la hausse des salaires, même si les taux de chômage restent bien supérieurs à leurs niveaux d'avant la crise. Dans les pays disposant de données adéquates, cet effet est manifeste dans le fait que les personnes inactives depuis douze mois ou plus n'exercent pas une forte pression à la baisse sur les salaires.

Les chômeurs de longue durée peinent à trouver un emploi, et même ceux qui sont prêts à accepter une forte réduction de salaire n'y parviennent pas toujours rapidement. Les entreprises sont réticentes à les embaucher par crainte d'un manque de qualification et de motivation. Les chômeurs de longue durée influencent donc relativement peu la dynamique des salaires. Or, c'est précisément leur nombre et la durée moyenne du chômage qui ont augmenté pendant la crise, si bien que les salaires ne réagissent qu'à l'évolution de la catégorie bien plus réduite des chômeurs de courte durée (Gordon, 2013).

La réorientation de la demande de main-d'œuvre vers les emplois très qualifiés est aussi de nature à influencer les salaires. La recherche de talents se poursuit à l'échelle mondiale : non seulement les personnes dotées des qualifications appropriées bénéficient de multiples possibilités d'emploi, mais elles sont aussi en mesure de capter une plus grande part des gains de productivité qu'elles génèrent. Selon certains observateurs, la demande de talents pourrait dépasser l'offre dès 2015 dans des pays avancés comme l'Allemagne et les États-Unis. Cette demande pourrait accentuer la surenchère pour attirer les salariés les plus talentueux au moyen d'une amélioration des conditions de travail, d'accords de partage des bénéfices et de salaires de base supérieurs (Conference Board, 2014). Il en résultera une accélération de la hausse globale des salaires, mais peut-être seulement au profit de quelques rares privilégiés, et non du salarié moyen.

Il y a peu de gagnants

Les dynamiques de la part du revenu du travail et des inégalités de revenu divergeront. Les salaires devraient augmenter plus vite que la productivité, au moins à moyen terme, du fait de l'évolution de l'offre mondiale de main-d'œuvre (voir tableau), mais seulement au profit d'un petit groupe de travailleurs qualifiés (pas plus de 20 % de la population active mondiale). Contrairement à la tendance des trente dernières années, les inégalités de revenu entre travailleurs et la part du revenu du travail, c'est-à-dire la répartition du revenu entre travailleurs et détenteurs de capital, évolueront différemment, ce qui compliquera davantage la tâche des pouvoirs publics.

Non seulement la répartition des gains de productivité ne profitera qu'aux personnes ayant les qualifications appropriées,

Fruits de la croissance

Bien que la productivité ait progressé plus vite que les salaires avant et après la crise financière mondiale, cela devrait changer bientôt.

	2000-07	2008-09	2010-13	2014-16	2017-19
Hausse des salaires	2,3	1,7	2,0	2,2	3,0
Hausse de la productivité	2,5	-0,6	2,6	2,4	2,9

Source : OIT (2015).

Note : Les données reposent sur un échantillon de 107 pays. Les données pour 2014 et au-delà sont des projections.

mais la croissance de l'économie mondiale restera limitée, d'autant que l'offre de main-d'œuvre devrait ralentir à l'échelle mondiale. En fait, l'accélération probable de la hausse des salaires entamera les bénéfices disponibles pour l'investissement futur, dissuadant encore plus les entreprises d'accroître leurs capacités. Cela signifie que la croissance potentielle restera probablement lente à moyen terme, ce qui nuira aux pays émergents et les empêchera de rattraper les pays avancés et de réduire encore la pauvreté. Tout cela laisse entrevoir un paradis pour les travailleurs, avec moins de chômage, de meilleures conditions de travail et des salaires supérieurs. Mais les seuls qui seront probablement admis à ce paradis seront ceux dotés des compétences appropriées — et au prix d'un coup de frein à l'amélioration des niveaux de vie et au recul de la pauvreté dans le monde. ■

Ekkehard Ernst est responsable du groupe Politiques macro-économiques pour la promotion de l'emploi à l'Organisation internationale du travail.

Bibliographie :

- Autor, David H., 2014, "Polanyi's Paradox and the Shape of Employment Growth," paper presented at the Federal Reserve Bank of Kansas City Jackson Hole Economic Policy Symposium, August 22.
- The Conference Board, 2014, From Not Enough Jobs to Not Enough Workers: What Retiring Baby Boomers and the Coming Labor Shortage Mean for Your Company (New York).
- Ernst, Ekkehard, and Christian Viegelahn, à paraître, "Hiring Uncertainty: A New Labour Market Indicator" (Geneva, International Labour Organization).
- Gordon, Robert J., 2013, "The Phillips Curve Is Alive and Well: Inflation and the NAIRU during the Slow Recovery," NBER Working Paper No. 19390 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Jaumotte, Florence, and Irina Tytell, 2007, "How Has the Globalization of Labor Affected the Labor Income Share in Advanced Countries?" IMF Working Paper 07/298 (Washington: International Monetary Fund).
- Organisation internationale du travail (OIT), 2013, Tendances mondiales de l'emploi 2013 (Genève).
- , 2014, Tendances mondiales de l'emploi 2014 : le risque d'une reprise du chômage (Genève).
- , 2015, Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde : tendances 2015 (Genève).
- Picketty, Thomas, 2014, Le capital au XXI^e siècle (Cambridge Massachusetts : Harvard University Press).
- Rodrik, Dani, 2013, "The Perils of Premature Deindustrialization," Project Syndicate, October 11.